

Géopolitique de la France

Quels atouts dans le monde qui vient ?



Par Jean-François Fiorina
Directeur
de l'Ecole Supérieure
de Commerce
de Grenoble

L'affaire semble entendue : la France serait sur le déclin et incapable de faire face à la crise économique. Certes, on entend ici et là quelques timides objections, mais qui se perdent dans la morosité ambiante. Il est vrai que la situation ne prête guère à l'optimiste : récession imminente, chômage endémique, déficit budgétaire, déclassement international... *"Entre l'excès de prétention et la sous-estimation de soi, la France actuelle a du mal à trouver le juste milieu, alors même qu'elle demeure une puissance qui a une influence mondiale"*, observent Pascal Boniface et Hubert Védrine dans l'atlas qu'ils viennent de consacrer à *"notre cher et vieux pays"*. Car *"la France détient quelques cartes fortes dans le grand jeu de la mondialisation"*, surrenchérissent les professeurs Pascal Gauchon et Jean-Marc Huissoud dans le dernier rapport *Anteios*. A moins de 100 jours de l'élection présidentielle, il n'est pas inutile de revenir sur les caractéristiques géopolitiques de la France et de s'attacher aux atouts dont elle dispose encore, et qu'il conviendrait de préserver.

Malgré les interrogations, la France reste objectivement une puissance de premier ordre. Qu'on en juge : cinquième puissance économique mondiale, détentrice de l'arme nucléaire et de l'une des armées les plus performantes du monde, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, membre fondateur de l'Union européenne, du G8 et du G20, etc. La place actuelle de la France est à la fois le fruit d'un héritage historique et d'une géopolitique singulière. *"Certes, son rayonnement a perdu de son éclat"*, avertissent Pascal Boniface et Hubert Védrine. Dans le mouvement de fond qui voit le basculement des rapports de force en faveur de l'Asie, la France n'a cependant pas encore dit son dernier mot.

Le poids de l'histoire

"Pour comprendre la place de la France dans le monde d'aujourd'hui, ses relations avec les autres pays, un détour par l'histoire s'impose", affirment les auteurs de l'Atlas de la France. En effet, le pays *"bénéficie d'un héritage multiséculaire de grande puissance diplomatique et géopolitique. Depuis la mise en place d'un système westphalien reposant sur les États et leurs capacités à nouer des alliances, la France, de Louis XIV à de Gaulle en passant par Napoléon, est, admirée ou détestée, souvent apparue comme une puissance incontournable capable d'attirer à elle d'autres puissances"*, synthétisent de leur côté les contributeurs du rapport *Anteios* 2011. Elle exerce son influence tantôt en incitatrice - comme l'illustrent la construction européenne et l'organisation de nombreux sommets internationaux -, tantôt en contestatrice de l'ordre établi - que l'on songe à la politique d'indépendance du général de Gaulle ou, plus près de nous, au discours de Dominique de Villepin à la tribune de l'ONU contre la guerre en Irak. Cette représentation explique en partie le rapport ambigu que notre pays entretient avec les États-Unis depuis 1945, se comportant à la fois en fidèle allié et en critique constant de sa politique hégémonique.

**La France ?
"Une puissance
incontournable, capable
d'attirer à elle d'autres
puissances."**

La France "n'entend pas seulement tenir un rang mais aussi incarner un modèle à prétention universaliste".

Les prises de position en Libye et aujourd'hui en Syrie s'inscrivent, pour partie, dans la spécificité d'une politique étrangère qui aurait, selon Jean-Baptiste Duroselle, "une vocation durable à protéger les faibles".

La croissance des échanges maritimes impose à la France de renouer avec un juste équilibre entre politique continentale et maritime.

Pour le rapport *Anteios*, deux caractéristiques majeures singularisent les héritages français en termes de puissance : d'une part, *"les Français ont tendance à surestimer le poids des dimensions diplomatiques et idéologico-culturelles au détriment de la dimension économique, souvent vue comme une simple affaire d'«intendance» [de Gaulle]"*, et, d'autre part, la France *"n'entend pas seulement tenir un rang mais aussi incarner un modèle à prétention universaliste"*. Le mariage du Verbe et de la Volonté en somme. C'est pourquoi, jusqu'à présent, la France a su préserver une forte influence et un rayonnement international sans corrélation avec sa puissance effective. Selon la célèbre formule de l'ancien président Giscard d'Estaing, la France est devenue une *"puissance moyenne mais à vocation mondiale"*. Ce paradoxe est illustré par son réseau diplomatique et consulaire, qui reste le premier au monde.

L'article, désormais classique, de Jean-Baptiste Duroselle sur les invariants de la diplomatie française (revue *Politique internationale*, 1986) résume les ressorts de cette tentation universaliste : *"Il peut paraître grotesque de parler, pour une nation, de douceur, de sagesse, de goût pour la pitié, d'attirance pour ceux qui souffrent et, finalement, de tolérance. Nos snobs en feront des gorges chaudes. En quoi, ils se tromperont. Il n'est pas sûr que cela existe dans tous les pays du monde autant qu'en France [...]. Naturellement, tout pays possède aussi ses légions de brutes, et l'on trouvera du côté français d'horribles bavures. Pourtant, Napoléon n'est pas Hitler. La colonisation a été le résultat d'un déséquilibre, non un mal en soi. Nous sommes allés au-delà des mers, nous y allons encore [...]. Que notre politique étrangère ait une vocation durable à protéger les faibles, à fonder nombre de ses attitudes sur la pitié, voilà un invariant que la volonté aussi spontanée des majorités françaises impose aisément aux dirigeants, lesquels ne demandent pas mieux."* Même si d'autres calculs et facteurs entrent indéniablement en ligne de compte, les prises de position du gouvernement français en Libye et en Syrie tendent à illustrer cette spécificité. Mais au profit de quelle vision, de quelle politique ?

Tout l'enjeu est en effet de tirer parti de l'originalité hexagonale sans sombrer dans la nostalgie d'un âge d'or par trop idéalisé, et en prenant garde de ne pas confondre puissance et influence, rang et posture. Du point de vue géopolitique, un Etat finit, tôt ou tard, par *"faire la politique de sa géographie"* (Napoléon).

Une géographie tiraillée entre terre et mer

Pour Olivier Hubac, auteur d'un ouvrage sur l'influence française, *"le trait le plus marquant est le surprenant équilibre qu'affiche la France entre ses frontières maritimes et terrestres depuis 1715, date à laquelle le tracé de ses limites physiques est quasi définitif."* Contrairement à l'Angleterre, puissance navale (insularité oblige) ou à l'Allemagne (puissance continentale par défaut), la France a été marquée, pour reprendre la réflexion de Fernand Braudel, par une *"hésitation dramatique entre terre et mer, sans fin résolue du mauvais côté"*. Il faut reconnaître que sa triple ouverture maritime - sur la Méditerranée, l'océan Atlantique et la Manche - l'a toujours obligée à la création de deux flottes et que, par conséquent, *"il lui faudra ou tout multiplier par deux, ou le plus souvent tout diviser par deux"*.

Il en résulte surtout que la politique maritime n'a jamais été une constante de la géopolitique française. Si l'effort de défense par la terre ne s'est jamais démenti au cours des siècles, l'attention portée à la marine, qu'elle soit royale ou nationale, a manifestement manqué de rigueur et de constance. Pourtant, lorsque la France a fait le choix de concilier puissance terrestre et maritime, elle a été à l'apogée de sa puissance. Le cas napoléonien est l'éclatante démonstration de ce que la force terrestre, aussi aboutie soit-elle, ne peut assurer seule le maintien du pouvoir sur l'échiquier international. Cette leçon, de Gaulle l'a bien comprise. Malgré la liquidation de l'empire colonial, sa politique étrangère va s'inscrire dans cette lecture binaire de l'influence de la France, qui n'atteint véritablement sa pleine mesure que si elle est exercée à la fois vers la terre et la mer.

Aujourd'hui, la mondialisation se traduit par une forte croissance des échanges maritimes et impose à la France de renouer avec un juste équilibre entre politique continentale et maritime. L'hexagone est directement concerné par la problématique des flux et des routes maritimes. Largement dépendante des premiers, tant pour ses importations (hydrocarbures, minerais, composants, produits finis...) que pour ses exportations (céréales, produits manufacturés...), la France doit aussi tenir compte des routes maritimes pour l'approvisionnement et la protection de ses possessions d'outre-mer. Détenteur de la seconde zone maritime mondiale, le pays dispose d'atouts non négligeables. Mais, comme le résume le géographe Yves Gervaise dans le dernier rapport *Anteios*, *"force est de constater que cet avantage n'a pas été totalement exploité en termes de transport où la France a conservé des organismes portuaires dispersés et n'a pas su capter l'hinterland européen."*

"Là où croît le danger..."

Il résulte de sa géographie et de son histoire que la France n'est pas aussi démunie qu'il y paraît face aux bouleversements géopolitiques de ce début de XXI^e siècle. Elle bénéficie d'une démographie dynamique. Après l'épisode libyen en 2011, elle a fait aussi la démonstration que son armée était la seule en Europe - avec celle de la Grande-Bretagne - à être au plus haut standard international. Surtout, notre pays a conservé des domaines économiques d'excellence. De l'aéronautique et du spatial à l'énergie en passant par le secteur du luxe, elle se maintient dans le peloton de tête européen ou mondial. On pourrait aussi évoquer l'agro-alimentaire, l'industrie culturelle ou encore l'économie touristique.

Fort de ce *satisfecit*, il serait néanmoins suicidaire de sous-estimer l'impact de la crise à l'œuvre depuis 2008, dont les conséquences les plus lourdes restent à venir. Il est probable que toutes les capacités françaises ne pourront être préservées dans la prochaine décennie. Il importe donc de penser l'après-crise, de préparer au mieux notre réveil au lendemain de la période d'hibernation qui s'annonce. Deux éléments doivent probablement retenir notre attention : l'innovation et l'éducation. Ce sont là les leviers qui peuvent permettre à la France de recouvrer le chemin de la compétitivité, et ainsi de conserver sa vocation à la puissance et à l'influence. Mais cela exige dès maintenant une politique volontariste et des remises en cause douloureuses.

Comme l'affirment Pascal Gauchon et Jean-Marc Huissoud, le plus grand atout des Français face à l'adversité pourrait être paradoxalement cette peur du déclin qui les "*pousse à la réaction et à l'action*". Ce que le poète allemand Hölderlin a résumé au XIX^e siècle d'une formule saisissante : "*Là où croît le danger, croît aussi ce qui sauve.*" ■

Pour aller plus loin : *Atlas de la France*, par Pascal Boniface et Hubert Védrine, Éditions Armand Colin / Fayard, 126 p., 19,50 € ; *Vive la France quand même !* par Pascal Gauchon et Jean-Marc Huissoud (dir.), Rapport Anteios 2011, coll. Major, Éditions Presses Universitaires de France, 432 p., 34 € ; *France : La fin d'une influence ?* par Olivier Hubac, Éditions de La Martinière, 170 p., 12,50 €.

EXTRAIT :

Dans quel environnement s'inscrit l'avenir de la France ? "*La question de l'avenir de la France s'inscrit dans un cadre plus large : l'extension au monde de l'économie de marché dérégulée, spéculative et instable ; l'augmentation de la population mondiale (sauf dans les pays européens) ; la montée des émergents et la relativisation du pouvoir des Occidentaux ; les signaux d'alarmes écologiques ; les hésitations et les contradictions des Européens sur ce que doit être l'Europe.*" (Pascal Boniface et Hubert Védrine, op. cit.)

Pourquoi CLES ?

Comprendre
Les Enjeux Stratégiques

Depuis 2007, Grenoble École de Management a introduit dans son cursus un enseignement de géopolitique. Cette initiative novatrice s'appuie notamment sur la conviction que, face à un monde complexe et en mutation permanente, l'entreprise et les managers ont besoin du prisme de la géopolitique pour se positionner, prendre les bonnes décisions et engager les stratégies adéquates.

Il s'agit toutefois d'une approche originale de la géopolitique. À travers ses enseignements et ses activités de recherche, Grenoble École de Management envisage celle-ci sous un angle opérationnel. L'objectif est d'offrir aux décideurs économiques les outils d'aide à la décision nécessaires pour naviguer dans un environnement au sein duquel les risques et les opportunités évoluent sans cesse.

Avec la publication des notes CLES, Grenoble Ecole de Management souhaite partager, chaque semaine, avec ses partenaires, le fruit de ses recherches en matière de géopolitique. Elle souhaite aussi stimuler les échanges d'idées et les partages d'expérience. Car, dans le monde qui est le nôtre, c'est aussi de la confrontation des visions que provient la performance. ■

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur www.grenoble-em.com/geopolitique.